



AVIS DE RECRUTEMENT

CONSULTANT(E) NATIONAL(E) - ANALYSE DE LA COHERENCE DES LOIS ET TEXTES JURIDIQUES DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

PROJET

« APPUI A L'ETABLISSEMENT D'UN SYSTEME NATIONAL DE L'INTEGRITE (SNI) »

CONSULTANT(E) NATIONAL(E) - ANALYSE DE LA COHERENCE DES LOIS ET TEXTES JURIDIQUES DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Lieu :	Tunis, TUNISIE
Dernier délai de soumission	17 novembre 2014
Catégorie additionnelle	Gouvernance Démocratique
Type de Contrat :	IC
Langues Requises:	Arabe Français
Date de début: (date à partir de laquelle le candidat sélectionné devra commencer)	1 Décembre 2014
Durée du Contrat Initial:	30 Jours

1. CONTEXTE:

La Tunisie est aujourd'hui résolument engagée dans la mise en œuvre d'une série de réformes et de projets décisifs tant sur le plan démocratique et institutionnel que sur le plan économique et social à même d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement

d'ici l'an 2015. Dans le contexte qui prévaut après la révolution du 14 Janvier 2011, la corruption est l'un des principaux défis qui peut miner les efforts de croissance et mettre en péril l'aspiration du peuple tunisien à la démocratie et au développement.

Il s'agira de répondre ainsi à une priorité nationale de la transition démocratique en Tunisie mais aussi à l'engagement de la Tunisie dans le cadre de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC). C'est en application des dispositions de l'article 6 du décret-loi 2011-120 du 14 novembre 2011 que l'Instance Nationale de la Lutte Contre la Corruption (INLUCC) a été créée. Le gouvernement tunisien a également lancé une initiative ambitieuse et est en train d'élaborer cinq lois principales dans le domaine de la lutte contre la corruption, y compris la loi anti-corruption et la loi sur la protection des dénonciateurs. Il s'agit maintenant d'assurer la cohérence entre les lois différentes dans le domaine de la lutte contre la corruption.

Il est donc prévu de recruter un consultant afin d'examiner les (projets) de lois et autres textes juridiques liés à la lutte contre la corruption en vue de leur cohérence, d'identifier les lacunes de cohérences des textes juridiques et faire des recommandations à cet égard. Il est prévu de discuter ces analyses et recommandations avec les parties prenantes sur le cadre législatif anti-corruption.

2. TACHES ET RESPONSABILITES :

Le (a) consultant(e) effectuera de façon spécifique sa mission tout en respectant les normes de qualité et de délais dans la remise des analyses et des rapports de suivi. Il/elle assurera les fonctions suivantes :

- Elaborer un aperçu (inventaire) des différents textes juridiques, au niveau national, portant sur la lutte contre la corruption ;
- Analyser la cohérence des textes juridiques traitant de la lutte contre la corruption ;
- Identifier les lacunes et les failles éventuelles en ce qui concerne la cohérence des textes juridiques sur le thème de la lutte contre la corruption ;
- À partir de cette analyse, formuler des recommandations et des propositions de nature à assurer la cohérence des textes juridiques sur la thématique en prenant en compte le projet de loi sur la Lutte Contre la Corruption;

3. METHODOLOGIE:

Le(a) consultant(e) devra combiner les supports suivants :

- Recherche des (projets de) lois clés dans le domaine de la lutte contre la corruption ; réunion avec des représentants de l'Instance Nationale de la Lutte contre la Corruption, le gouvernement et l'ANC ;

- Les (projets de) loi sur la Lutte Contre la Corruption et autres textes juridiques clés en vigueur seront analysés au regard des normes internationales énoncées dans les instruments internationaux pertinents comme la CNUCC ;
- Atelier final de restitution des données avec les différentes parties prenantes ;

4. PRODUITS ATTENDUS:

- Rapport de max 15 pages en total plus annexes qui comprend
 - une vue d'ensemble des textes juridiques sur la lutte contre la corruption finalisé
 - une analyse de synthèse sur la cohérence et les lacunes des textes juridiques portant sur la lutte contre la corruption. Ce rapport de synthèse devra comprendre des recommandations pour assurer la cohérence des textes juridiques et devra prendre en compte les éléments suivants : (i) le cadre législatif national ; (ii) les projets de loi sur la lutte contre la corruption

5. QUALIFICATIONS REQUISES :

Le/la candidat(e) doit remplir les conditions suivantes :

- Diplôme universitaire (maitrise) de niveau supérieur en sciences juridiques ;
- Expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans la recherche et/ou l'analyse des politiques publiques (requis) et une expérience sur la gouvernance y compris de la lutte contre la corruption (souhaité);
- Excellentes capacités rédactionnelles en arabe et en français ;
- Excellentes aptitudes de communication, capacités d'analyse et de synthèse et une bonne connaissance pratique de l'information et de la technologie informatique ;
- Bonnes connaissances dans le domaine informatique : environnement Windows (Word, Excel, Access, PowerPoint) et du réseau Internet ;

6. CALENDRIER :

A proposer par le/la consultant/e dans une note méthodologique. La mission est prévue pour les mois de décembre 2014 – janvier 2015.

La mission est prévue pour durer 30 jours de travail, y compris la période de prise de contact au niveau national avec le PNUD, l'Instance Nationale de la Lutte Contre la Corruption (INLUCC), le gouvernement et l'ANC, de la recherche documentaire, des entretiens et réunions avec les partenaires institutionnels, présentation de l'analyse et recommandation dans un atelier de validation et la rédaction du rapport.

7. MODALITE DE PAYMENT

Les honoraires du consultant seront réglés conformément à la grille du PNUD, et ce comme suit :

Paieiment	Montant	Livrable
1 ^{er} versement	50 %	Présentation Power Point à l'atelier de restitution et première version du rapport
2 ^{ème} versement	50 %	Version finale du rapport

2. CRITERES D'EVALUATION ET MODALITES DE RECRUTEMENT :

1. **Évaluation technique** : les candidats qui auront plus de 70% des points seront retenus pour l'étape suivante. Le tableau des critères techniques :

Évaluation technique		Note maximum	Consultants				
			A	B	C	D	E
1.	Critère 1 : Qualification : Diplôme universitaire de niveau supérieur en sciences juridiques	10					
2.	Critère 2 : Expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans la recherche et/ou l'analyse des politiques publiques et une expérience sur la gouvernance y compris de la lutte contre la corruption	40					
3.	Critère 3 : Plan de travail, Méthodologie proposée et approche pour exécuter la mission selon les TDRs 3.1 <i>Dans quelle mesure le soumissionnaire comprend-il la tache ?.....10 pts</i> 3.2. Est-ce les aspects importants de la tache ont été traités de façon suffisamment détaillée ?..... 15 pts	50					

	<p>3.3. Le contenu de la tâche à accomplir est-il bien défini et correspond-il aux TdRs ?.....15 pts</p> <p>3.4. Clarté de la présentation, du déroulement des activités et planification réaliste des tâches peuvent-ils garantir la réalisation efficace de la stratégie ?.....10 pts</p>					
Total		100				

2. **Évaluation financière** : 30% de la note finale.

3. **Note finale** : pondération entre l'évaluation technique et l'évaluation financière.

Note finale = Note technique* 70% + Note financière * 30%

- Le consultant(e) sera recruté pour une durée de 30 jours de travail. Elle/il sera basé(e) au sein des locaux du projet « Appui à l'établissement d'un Système Nationale 'Intégrité » à l'Instance Nationale de la lutte contre la Corruption à Tunis ;
- Le consultant(e) sera contracté(e) par le PNUD Tunisie ;
- Le paiement de ses honoraires est prédéfini par le calendrier de paiements ci-dessus.

No. d'identification du projet	Activité	Fonds	Depart.	Impl. Agent	Donateur	Compte budgétaire
00086230	ACTIVITY01	30000	47404	001981	00555	71200

3. DEPOT DES CANDIDATURES:

Les candidat(e)s intéressé(e)s voudront bien adresser leur lettre de motivation, curriculum vitae, brève description de la méthodologie prévue, offre financier et indication des personnes de référence, détaillés en indiquant la référence du poste :

«NE PAS OUVRIR –CONSULTANT- POUR analyse de la cohérence des lois et textes juridiques dans le domaine de la lutte contre la corruption/ PROJET 00086230 APPUI A L'ETABLISSEMENT D'UN SYSTEME D'INTEGRITE EN TUNISIE»

Les dossiers de candidature devront parvenir au plus tard le **vendredi 17 novembre 2014 à 15H** (10 jours) au Bureau du PNUD à l'adresse suivante :

**L'attention de Monsieur le Représentant Résident du PNUD en Tunisie
41 bis, impasse Louis Braille – Avenue Louis Braille – Cité El Khadhra – 1003
Tunis, Tunisie**

Tel : (216) 71 904 011 Fax : (216) 71 900 668

Seules les candidatures répondant aux critères susmentionnés seront prises en considération.